



Hebdomadaire
T.M. : 15 752

☎ : 01 44 30 19 60
L.M. : N.C.

LUNDI 20 SEPTEMBRE 2010

l'intelligent



Scène de *Hors-la-Loi*, de Rachid Bouchareb, avec Jamel Debbouze.

STUDIOCANAL

« Hors-la-Loi » : après la polémique, le film

Vivement critiqué par les nostalgiques de l'Algérie française lors de sa présentation à Cannes, le dernier film de Rachid Bouchareb sort enfin en salle. Un divertissement sur fond de guerre d'indépendance.

Difficile de croire que *Hors-la-Loi*, le dernier film de Rachid Bouchareb, sort seulement maintenant en salle¹, tant il a déjà fait couler d'encre ! Lors de sa sélection, en avril, puis de sa présentation en mai au Festival de Cannes, la polémique avait enflé. Des politiques français proches de l'extrême droite et des associations d'anciens de l'Algérie française ont accusé Rachid Bouchareb de fournir une version « falsifiée » des origines et du déroulement de la guerre d'Algérie, sans même avoir vu le film.

Dernière polémique en date : une accusation de plagiat par les scénaristes, Farid Afiri et Philippe Roques, concernant l'un des personnages principaux, celui joué par Jamel Debbouze.

L'affaire sera jugée à partir du 12 octobre, au tribunal de Paris.

En attendant, le public pourra constater que *Hors-la-Loi* est bien différent de ce que l'agitation entretenue à son sujet lors du Festival de Cannes pouvait laisser supposer. Ce divertissement sur fond d'événements historiques ne méritait sans doute pas ce tapage. Pour autant, il débute par une séquence forte. Trois frères issus d'une famille expulsée de ses terres par les autorités coloniales dans le Constantinois se retrouvent en mai 1945 à Sétif. Ils assistent aux massacres qui suivent la répression d'une manifestation indépendantiste. Bilan : 103 morts parmi les pieds-noirs, et entre 10 000 et 45 000 côté algérien. C'est cette partie du film qui a mobilisé ses adversaires. Ils auraient

préféré qu'on se focalise sur les victimes « européennes » au motif que « ce sont les Algériens qui ont commencé » – sous-entendu : à massacrer des civils « innocents ». Certes, le film condense en une journée des événements qui ont duré des semaines. Mais il ne paraît pas critiquable quant à sa présentation des responsabilités des tueries. De surcroît, il ne consacre que quelques minutes à cet événement.

BIDONVILLE DE NANTERRE

Tout le reste du film se passe en France, où les trois frères se retrouvent, vivant dans un bidonville de Nanterre et suivant des trajectoires différentes. Abdelkader (Sami Bouajila), l'« intellectuel », devient un responsable discipliné de la Fédération de France du FLN. Messaoud (Roschdy Zem), l'ancien parachutiste de l'armée française, finit par emprunter la même voie en mettant ses muscles au service de « la cause » malgré quelques états d'âme. Alors que le très ambitieux et facétieux Saïd (Jamel Debbouze) s'intéresse aux

danseuses de cabaret et aux combats de boxe, et ne rejoint la lutte pour l'indépendance que contraint par les événements.

Des événements qui, dans le film, consistent pour l'essentiel en des scènes d'action inspirées par des faits authentiques, mais tellement librement qu'ils n'ont souvent que peu de rapport avec la réalité. Il y eut des attaques de commissariats en métropole par des commandos du FLN, mais elles ont consisté en mitraillages de policiers

Une vision de la guerre souvent lapidaire, voire contestable, mais sincère.

de garde et non pas, comme dans le film, en prise d'assaut spectaculaire d'un bâtiment pour délivrer des frères d'armes selon un scénario digne d'un Tarantino sinon d'un western spaghetti. Des militants du FLN ont certes mobilisé les travailleurs algériens en faveur du combat nationaliste dans les usines, et en particulier chez Renault, mais on ne peut imaginer que, comme à l'écran, un des responsables clandestins du Front ait pu prendre la parole en public à l'intérieur même de l'établissement principal de la firme au losange sans être immédiatement arrêté. Les exemples de telles séquences qui ne se préoccupent guère de coller à la stricte vérité historique sont nombreux.

Pour Bouchareb, qui défend vigoureusement ses partis pris de réalisateur, la controverse n'avait « pas lieu d'être ». Quant à cette question du respect de l'Histoire, elle lui paraît hors sujet. À la veille de la sortie de *Hors-la-Loi* à Paris, Bouchareb refuse de revenir sur ce qui s'est passé à Cannes ou d'entrer en détail dans un débat sur l'Histoire qu'il estime « sans intérêt » et qui empêche selon lui de considérer son film pour ce qu'il est : avant tout du cinéma, de la fiction. Même s'il admet volontiers que l'agitation autour de son long-métrage l'a, « bien sûr, plutôt servi ».

Il n'avait pourtant pas refusé de débattre lors de la sortie de *Indigènes* en 2006. « Là, j'avais envie que ça soit immédiatement politisé, explique-t-il, car je voulais évoquer avec force la situation d'injustice qui a été faite aux soldats africains enrôlés dans les trou-

pes alliées pendant la Seconde Guerre mondiale. » De fait, le gouvernement français avait été obligé de se saisir à nouveau de la question des retraites dérisoires des anciens combattants africains à la suite de l'immense écho rencontré par le film en France (3,4 millions de spectateurs).

À UN TRAIN D'ENFER

Paradoxalement, la dimension politique apparaît à bien des égards moins présente dans *Hors-la-Loi* – film sur un combat anticolonialiste pourtant – que dans *Indigènes* – film de guerre avant tout. Ayant privilégié le côté « western » et l'aspect romanesque, Bouchareb a gommé presque tout l'aspect politique et idéologique du combat du FLN. « Ce n'est pas ce qui m'intéressait, dit-il. Je voulais surtout raconter l'histoire, universelle, d'individus qui sont des résistants et qui combattent l'injustice, l'occupation de leur pays. C'est ça le thème central, qui renvoie autant à la lutte d'un Indochinois ou de Gandhi, et même des résistants français, comme dans *L'Armée des ombres*, de Melville, qu'à celle des Algériens. »

Le film, assurément moins convaincant que *Indigènes* mais mené à un train d'enfer, satisfera sans doute les amateurs de cinéma populaire à ancrage historique désireux ou capables de s'intéresser à une vision algérienne – souvent lapidaire, voire contestable, mais assurément toujours sincère – de

la guerre d'indépendance. Pour ceux qui voudraient surtout s'informer sérieusement sur ce que fut vraiment l'action des nationalistes algériens en France entre 1954 et 1962, on ne saurait trop leur conseiller de regarder plutôt un autre film, destiné celui-là à un public sans doute moins large, réalisé par Malek Bensmaïl et diffusé pour la première fois le 23 septembre sur la chaîne de télévision France 2².

Adoptant une démarche totalement différente, pour ne pas dire opposée à celle de Bouchareb, l'excellent documentariste algérien, déjà auteur récemment d'un très beau long-métrage (*La Chine est encore loin*) tourné dans le village des Aurès où se déroula la première action armée, le 1^{er} novembre 1954, entend, avec *Guerres secrètes du FLN en France*, restituer au plus près l'histoire complexe de la lutte pour l'indépendance sur le sol français. Nourri de témoignages précieux d'acteurs encore vivants des événements relatés, il aide à comprendre, sans aucun commentaire superflu, les différentes dimensions d'un combat peu banal. On ne connaît guère de précédent en effet à ce qu'avait entrepris alors le FLN : porter la guerre sur le sol même d'une puissance occupante. ■

RENAUD DE ROCHEBRUNE

1. *Hors-la-Loi*, de Rachid Bouchareb (sortie à Paris le 22 septembre).

2. *Guerres secrètes du FLN en France*, de Malek Bensmaïl (diffusion sur France 2 en soirée, le 23 septembre).

TABOU COLONIAL

LE CINÉMA FRANÇAIS EST DÉCIDÉMENT FÂCHÉ AVEC L'HISTOIRE. Avec tous les aspects sombres ou controversés de l'histoire de France. Après les polémiques suscitées par *Hors-la-Loi*, c'est le prochain film de Mathieu Kassovitz qui vient d'en faire l'expérience. Son tournage, commencé en juillet, a dû être subitement délocalisé, de la Nouvelle-Calédonie vers la lointaine Polynésie. Et un député de droite du pays des Kanaks a réclamé et obtenu le remboursement d'une aide accordée au long-métrage avant de demander tout simplement l'arrêt de sa réalisation.

Intitulé pour l'instant *L'Ordre et la Morale*, ce long-métrage raconte l'affaire d'Ouvéa, cette prise en otage en Nouvelle-Calédonie de 30 militaires français par un groupe d'indépendantistes kanaks en 1988 après l'attaque d'une gendarmerie qui avait fait quatre morts. Le dénouement, intervenant entre les deux tours de l'élection présidentielle opposant Jacques Chirac, Premier ministre, à François Mitterrand, fut sanglant : dix-neuf morts chez les indépendantistes. Nul doute que la compétition électorale en cours avait joué un rôle dans la décision, prise par Chirac, de lancer un assaut contre la grotte où étaient retenus les otages plutôt que de prendre le temps de négocier une issue pacifique à cette action aux motivations anticolonialistes. ■

R.R.